

DÉBATS

La guerre du Golfe

TRAIT LIBRE



BIENTOT, avec la libération du Koweït, le dernier terrain de compromis diplomatique entre le dirigeant irakien et le reste du monde aura disparu. Déjà se pose la question du pouvoir à Bagdad, sans laquelle tout le tumulte sur l'avenir du conflit arabo-israélien et du nouvel ordre de sécurité régionale est vain.

Pour l'Occident, les choix sont plus limités qu'on ne pense. Au meilleur des cas, c'est-à-dire si l'Amérique décide de ne pas avancer sur Bagdad, le pénible attentisme qui suivra ne pourra déboucher que sur deux options.

La première est un coup d'Etat, ou, ce qui est similaire dans le cas présent, l'assassinat. Mais comme toutes les tentatives d'assassinat qui ont eu lieu durant la guerre Iran-Irak, on n'en saura rien (que des rumeurs) si elles échouent. Ainsi veut la logique de la longue vie d'irréductibilité de Saddam Hussein, auquel seule a réussi la violence mise à nu. Un coup

Démocratie à Bagdad

par Chibli Mallat

d'Etat est une possibilité réelle qui a l'avantage d'arrêter les combats immédiatement, mais qui ne ferait que reproduire les éléments d'un scénario qui a débouché dans la catastrophe à laquelle nous faisons face. Le système irakien actuel n'est lui-même que la conséquence d'une série de coups de force factieux depuis le renversement de l'ancien régime en 1958. Mais il y a aussi l'impossibilité de contrôler les hommes du coup d'Etat et ses lendemains. Le nouvel homme fort, dans tous les cas, ne sera pas démocrate. Et si le coup d'Etat est difficile à analyser, il est impossible à orchestrer.

Y a-t-il alors une autre solution ? C'est là où l'opposition irakienne en exil entre en jeu. C'est l'autre perspective de l'après-Koweït, qui mérite d'être examinée attentivement.

Un programme libéral et fédéral

Fin février 1990, six mois avant l'invasion, un programme de revendications était signé par vingt-sept personnalités irakiennes en exil. La liste des signataires comprenait l'ensemble des tendances de l'opposition irakienne, ainsi que toutes ses ethnies et confessions. Y voisinaient des libéraux, des baasistes dissidents, d'anciens militaires, des communistes et des islamistes. Ces vingt-sept personnalités comprenaient des sunnites, des chiïtes, et même un chrétien assyrien, tous vivant en exil politique à Damas, à Téhéran ou à Londres. Ainsi pouvait-on voir le paraphe des dirigeants kurdes les plus célèbres Masoud Barzani, Jalal Talibani, du secrétaire général du Parti communiste Aziz Muhammad, des libéraux tels que le chiïte Ahmad Chalabi et le sunnite Sélim Fakhri (à présent décédé), des figures islamiques de proue, de plus jeunes militants pour les droits de l'homme, tous figurant côte à côte sur un programme minutieusement élaboré par Muhammad Bahr Al Ulum.

A l'époque, Saddam Hussein n'était pas internationalement contesté, et la demande de sa mise à l'écart était formulée par un euphémisme.

Les dix revendications qui suivent illustrent la volonté commune des personnalités de l'opposition. Aux côtés des libertés démocratiques de base, la libération des détenus politiques, le retour des exilés et déportés et la restauration des biens qui leur ont été confisqués, l'opposition demandait la suppression du parti unique et des institutions répressives, la protection de l'indépendance de l'appareil judiciaire et la formation d'un gouvernement de coalition pour veiller à la tenue d'élections libres dans une atmosphère pluraliste. La question kurde figurait au programme ainsi que les dirigeants kurdes l'avaient requis : une autonomie réelle au Kurdistan irakien, mais aussi la participation des Kurdes au pouvoir à Bagdad, « dans le cadre de l'unité irakienne nationale ».

Somme toute, un programme libéral et fédéral, l'idéal d'un système constitutionnel pour l'Irak.

L'obscur accueil fait à ce témoignage remarquable des forces de l'opposition est sans doute aussi révélateur que sa teneur. Pas un journal n'y fit allusion en Occident. Le dictateur de Bagdad était trop craint ou trop nécessaire à l'époque.

Mais il y avait aussi une question de crédibilité, et là il fait peu de doutes que la responsabilité de l'opposition était engagée. Si le manque d'intérêt, patent depuis trente ans,

est décourageant pour des opposants en exil, eux-mêmes étaient également en faute. Car il a fallu cinq mois après la mise au ban mondiale de Saddam Hussein le 2 août pour qu'un texte similaire apparaisse à nouveau.

Le nouveau manifeste est paru à Damas le 27 décembre 1990. Ou plutôt, il fut élaboré à Damas et rendu public par une conférence de presse à Beyrouth, témoignage d'une crainte syrienne de trop s'avancer publiquement. Le texte groupait certains des signataires de l'année précédente, notamment les Kurdes. Quelques noms manquaient, d'autres y étaient ajoutés. Ainsi Muhammad Bahr Al Ulum, qui vit en exil à Londres, n'avait pas fait le pèlerinage de Damas. Les islamistes de Téhéran étaient par contre venus, et Muhammad Baker Al Hakim, le chef du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, ainsi que certains islamistes de l'obscur parti Al Daawa et du groupe de l'Action islamique y figuraient. Mais il y avait peu ou pas de figures libérales.

Le programme lui-même était moins raffiné politiquement et intellectuellement que celui de février. Au-delà des flottements du style, notamment la mise entre parenthèses du mot démocratique dans la clause 5, s'ajoutait le retard de la publication. Sur les raisons de ce retard, on ne peut que spéculer, et il me semble que l'explication réside dans les Etats patrons. Il est improbable que les gouvernements de l'Iran et de la Syrie aient vraiment à cœur l'instauration en Irak d'un régime authentiquement démocratique. Leurs espoirs sont fondés, de préférence, sur un coup d'Etat que chacun espère favorable à ses propres ambitions.

L'Occident est un facteur déterminant pour l'avenir de l'Irak. Car si la déposition de Saddam Hussein s'inscrit dans la logique de l'après-Koweït, elle ne se fera pas grâce aux Etats patrons.

Les trois tendances historiques

Pour sa part, l'Occident peut faire pencher la balance dans le sens d'un avenir irakien effectivement pluraliste. Penser un avenir pluraliste et démocratique en Irak est impératif. Pour avoir ignoré l'opposition durant vingt ans, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France n'en connaissent pas les figures les plus authentiques et les plus prometteuses.

Il faut d'abord développer les mécanismes nécessaires pour qu'un programme libéral représentant un front des trois tendances historiques de l'opposition irakienne, les libéraux, les islamistes et les Kurdes, puisse être mis effectivement en œuvre. Mais surtout, car ce programme existe dans les textes de février et de décembre 1990, il faut savoir encourager les interlocuteurs sérieux et authentiques. C'est là une tâche difficile par la nécessaire subtilité qu'elle requiert, notamment pour éviter de donner l'accolade de la mort à une opposition qui ne doit pas être perçue comme un instrument occidental.

La libération du Koweït à elle seule ne justifie pas les terribles destructions que l'Irak endure. Une perspective de démocratie à Bagdad vaudra, plus que le territoire koweïtien, que le sang irakien et allié ait été versé.

► M. Chibli Mallat enseigne à la School of Oriental and African Studies de Londres.